



Voilà, c'est le retour des vacances. Peu à peu, nous revenons sur le front politique, nous nous préoccupons de la rentrée, nous sortons difficilement de la paresse estivale, peu aidés il est vrai par la chaleur accablante. Je concède que je me suis mobilisé pendant mes congés sur l'épidémie de Botulisme qui a touché une vingtaine d'oiseaux sur les lacs de Viry-Grigny, et pour m'assurer de la bonne marche des dossiers de mon aggro chaque semaine. Je sais, je suis incorrigible !

Mais tout de même je peux le dire, c'est à une sorte de paresse que nous conduisent les congés estivaux. Paresse qui m'a semblé contagieuse pour les journalistes restés en faction à Paris durant cet été... Car oui, je me sens de bonne humeur, reposé, donc je vais mettre sur le compte de la paresse le traitement réservé au coup d'Etat militaire au Honduras durant cet été. Si on s'en réfère aux premières dépêches AFP, et aux articles du Monde qui s'ensuivent, voilà ce que nous pourrions comprendre de la situation : le Président Zelaya a voulu faire un référendum pour changer la Constitution, ce qui lui aurait permis de briguer un nouveau mandat. Les militaires étaient opposés à ce référendum et ont donc « exilé » le Président légitimement élu par le peuple. Pourtant, au fur et à mesure que les articles de presse vont se

succéder en France pour relater cet événement, tout sera fait pour minimiser ce qui reste un coup d'Etat militaire contre un président légitimement élu. D'abord, en le faisant passer pour un autocrate qui cherche à se faire réélire alors qu'il n'en a constitutionnellement pas le droit ; ensuite, va apparaître un nouveau personnage dans ce roman exotique estival : Hugo Chavez ! En rapprochant le Président Zelaya de Hugo Chavez (qui pourtant ne fait que condamner ce putsch), on diabolise ainsi Zelaya par les mêmes procédés par lesquels on avait diabolisé Chavez auparavant ! Malin, mais peu fiable pour qui se penche un peu sur la situation réelle au Honduras.

Car qu'en est-il réellement ? Le référendum proposé au peuple hondurien était en fait une consultation facultative (alors que le droit de vote est là bas obligatoire) destinée à recueillir l'avis du peuple sur la convocation éventuelle d'une Assemblée Constituante, seule habilitée à modifier la Constitution. Citons précisément la question qui aurait dû être posée au peuple hondurien : "Etes-vous d'accord pour que, lors des élections générales de novembre 2009, soit installée une quatrième urne pour décider de la convocation d'une Assemblée nationale constituante destinée à élaborer une nouvelle Constitution politique?". Cette simple traduction de la question aurait permis à de nombreux journalistes de relativiser les informations données par les putschistes du Honduras... Ah paresse quand tu nous tiens...

Une étude à peine plus poussée des règles institutionnelles de ce pays aurait montré également autre chose : si les Honduriens avaient répondu «oui» à ce référendum, ils l'auraient fait le même jour que les élections générales en novembre prochain. Or ces élections étaient aussi les élections présidentielles. Il avait par ailleurs déclaré qu'il ne comptait pas se présenter lors des élections de novembre.

Alors pourquoi ce coup d'Etat ? Il faut plutôt chercher dans une autre mesure que le Président Zelaya aurait voulu inscrire dans la nouvelle Constitution : un système politique qui inclut des mécanismes de démocratie participative directe. Comme au Venezuela, comme en Bolivie, comme en Equateur. D'ailleurs, les critiques des principaux médias français, Libération en tête, sur Hugo Chavez étaient ciblées sur la même mesure : le droit de se faire réélire par un Président. Il était passé sous silence l'ensemble des mesures permettant à ces peuples de reprendre en main les processus de décisions démocratiques, de manière beaucoup plus directes et concrètes sur les choix de leurs nations respectives. L'autre point commun de tous ces pays, c'est l'ensemble des mesures sociales radicales mises en place : hausse de 60% des bas salaires, guerre contre l'illettrisme, suppression des frais de scolarité, adhésion à l'ALBA (accords commerciaux protectionnistes entre certains pays d'Amérique latine, a contrario de la volonté de libre échange voulue par les Etats-Unis).

On notera que lorsque le président colombien Uribe, qui lui n'a impulsé aucune de ses mesures sociales fâchant les Américains, avait changé sa Constitution pour lui permettre d'être réélu, aucun article ne l'avait mentionné...

Par paresse ?... J'ironise, mais je continue de penser que la paresse est la principale coupable

de cette désinformation. Je continue de penser que la paresse est une des principales armes des faiseurs de la pensée unique. Je continue de croire que la paresse est le premier élément de l'inertie, et que « l'inertie des peuples est le meilleur rempart des tyrans », comme l'écrivait déjà Machiavel il y a 4 siècles de ça. Alors la rentrée se rapproche, la paresse estivale réparatrice s'éloigne. Notre liberté, notre émancipation, notre compréhension du monde doivent s'affranchir d'une certaine forme de paresse intellectuelle, submergés que nous sommes par les tracasseries quotidiennes. Ce qui vaut pour chacun de nous vaut également pour les journalistes, chargés de nous informer sur l'état du monde.